



CHAPITRE 13

Loi des agences d'investigation ou de sécurité

[Sanctionnée le 16 mai 1962]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Défini-
tions.

1. Dans la présente loi, l'expression "agence d'investigation ou de sécurité" ou "agence" désigne toute personne qui moyennant rémunération agit comme détective, fait la recherche d'infractions, recueille ou fournit des renseignements sur le caractère ou la conduite d'autrui ou fournit des services de gardiens ou surveillants.

Excep-
tions.

Cette expression ne vise pas:

a) les agences de renseignements qui fournissent à leurs seuls membres ou abonnés des informations sur la solvabilité des personnes;

b) les avocats en exercice et les agents de réclamations;

c) celui qui fournit directement et sans intermédiaire ses services personnels comme investigateur, gardien ou surveillant à titre d'employé salarié.

Permis.

2. Nul ne peut tenir une agence sans un permis délivré par le procureur général.

Actes in-
terdits
sans
permis.

3. Nul ne peut faire, pour le compte ou par l'entremise d'une agence, un acte compris dans la définition de cette expres-

CHAPTER 13

Detective or Security Agencies Act

[Assented to 16th May 1962]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. In this act, the expression "detective or security agency" or "agency" means any person who, for remuneration, acts as a detective, investigates offences, gathers or supplies information on the character or behaviour of others, or provides the services of guards or watchmen.

Defini-
tions.

Such expression does not include:

a. information agencies supplying exclusively to their members or subscribers information as to the solvency of persons;

b. practising advocates and claims adjusters;

c. any person who renders his personal services, directly and without an intermediary, as an investigator, guard or watchman in the capacity of a salaried employee.

Excep-
tions.

2. No person shall keep an agency without a permit issued by the Attorney-General.

Permit.

3. No person shall perform, on behalf of or through an agency, any act comprised within the definition of such expression

Acts for-
bidden
without
permit.

sion sans être muni d'un permis d'agent délivré par le procureur général.

Emploi
interdit.

Il est de même interdit à une agence d'employer à ces fins une personne qui n'est pas munie de ce permis ou d'en fournir les services à un tiers.

Demande
de permis.

4. 1. Toute personne qui sollicite un permis doit transmettre au procureur général sa demande dans la forme prescrite accompagnée des documents et du cautionnement prévus par les règlements.

Déli-
vrance.

2. Le procureur général délivre le permis si, après enquête, il juge que le requérant possède les qualités requises et remplit les conditions prescrites par les règlements.

Recours
refusé.

3. Nul ne peut intenter une action fondée sur des renseignements relatifs à la délivrance ou au renouvellement d'un permis transmis de bonne foi au procureur général.

Disposi-
tions ap-
plicables.

4. Les articles 12 à 36 de la Loi des employés publics (Statuts refondus, 1941, chapitre 10) s'appliquent aux cautionnements exigés par les règlements faits en vertu de la présente loi.

Demande
par société
ou cor-
poration.

5. Une société ou corporation sollicitant un permis d'agence doit

a) fournir au procureur général la preuve de son enregistrement ou de sa constitution en corporation, suivant le cas, et

b) désigner, pour les fins de la présente loi, un représentant qui doit posséder toutes les qualités requises pour l'obtention d'un permis d'agence et s'occuper activement des opérations de la société ou corporation.

Permis
d'agent.

6. 1. Nul ne peut obtenir un permis d'agent s'il n'est à l'emploi d'une agence détentrice de permis.

Cessation
d'emploi.

2. La cessation de cet emploi suspend de plein droit le permis d'agent. Le procureur général peut, sur demande, remettre en vigueur le permis quand l'agent est de nouveau à l'emploi d'une agence.

Registre
des em-
ployés.

7. Toute agence doit tenir un registre où elle inscrit le nom et l'adresse de chaque personne à son emploi et qu'elle tient ouvert à l'inspection de tout représentant autorisé du procureur général.

unless he holds an agent's permit issued by the Attorney-General.

It is also forbidden for an agency to employ for such purposes a person who does not hold such permit, or to furnish his services to a third party.

Forbidden
employ-
ment.

4. 1. Every applicant for a permit shall send his application to the Attorney-General in the prescribed form, with the documents and security prescribed by the regulations.

Applica-
tion for
permit.

2. The Attorney-General shall issue the permit if, after investigation, he considers that the applicant has the necessary qualifications and complies with the conditions prescribed by the regulations.

Issue.

3. No person can institute an action based on information given in good faith to the Attorney-General respecting the issue or renewal of a permit.

Recourse
denied.

4. Sections 12 to 36 of the Public Officers Act (Revised Statutes, 1941, chapter 10) shall apply to the security prescribed by the regulations made under this act.

Provisions
to apply.

5. A firm or corporation applying for an agency permit shall

Applica-
tion by
firm or
corpora-
tion.

a) provide the Attorney-General with proof of its registration or incorporation, as the case may be, and

b) appoint, for the purposes of this act, a representative who must possess all the qualifications required to obtain an agency permit and engage actively in the transactions of the firm or corporation.

6. 1. No person can obtain an agent's permit unless he is in the employ of an agency holding a permit.

Agent's
permit.

2. The cessation of such employment shall of itself suspend the agent's permit. The Attorney-General, on request, may reinstate the permit when the agent is again in the employ of an agency.

Cessation
of em-
ployment.

7. Every agency shall keep a register in which it shall enter the name and address of each person in its employ, and it shall keep such register open for inspection by any authorized representative of the Attorney-General.

Register
of em-
ployees.

Cessation
d'emploi.

Elle doit communiquer sans délai au procureur général le nom et l'adresse de tout agent qui cesse d'être à son emploi ainsi que la cause de la cessation de l'emploi.

It shall communicate forthwith to the Attorney-General the name and address of every agent who ceases to be in its employ, and also the cause of cessation of the employment.

Cessation
of employ-
ment.Durée du
permis.

8. Tout permis expire le trente et un mars de chaque année. Il peut être renouvelé aux conditions prescrites par les règlements.

8. Every permit shall expire on the thirty-first of March in each year. It may be renewed upon the conditions prescribed by the regulations.

Duration
of permit.

Secret.

9. A moins qu'une loi ne les y oblige, le détenteur d'un permis d'agence et ses employés ne doivent pas divulguer à des personnes autres que leur employeur ou commettant ou à leurs représentants autorisés une information recueillie à l'occasion de leurs fonctions.

9. Unless obliged to do so by law, no holder of an agency permit nor any of his employees shall disclose to anyone other than his employer or principal or the authorized representatives of such employer or principal, any information obtained in the performance of his duty.

Secrecy.

Actes
prohibés.

10. Un détenteur de permis ne peut:
a) utiliser un uniforme ou insigne sans que le procureur général l'ait approuvé par écrit;
b) percevoir une créance pour autrui, agir comme agent de recouvrement de créances ou s'annoncer comme tel.

10. No holder of a permit shall:
a. use any uniform or badge unless it is approved in writing by the Attorney-General;
b. collect any debt for another person, act as a collection agent or advertise himself as such.

Acts for-
bidden.Règle-
ments.

11. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements pour déterminer

11. The Lieutenant-Governor in Council may make regulations to determine

Regula-
tions.

a) les qualités requises de toute personne qui sollicite un permis ou son renouvellement et les conditions qu'elle doit remplir, notamment les documents et cautionnement qu'elle doit fournir, les examens qu'elle doit subir et les honoraires qu'elle doit verser;

a. the qualifications required of any person applying for a permit or its renewal and the conditions he must comply with, more particularly the documents and security he must furnish, the examinations he must undergo and the fees he must pay;

b) la forme des demandes de permis et des permis;

b. the form of applications for permits and of permits;

c) la délivrance du permis d'agence à un syndic ou liquidateur ou à l'exécuteur testamentaire ou aux héritiers d'un détenteur décédé mais seulement pour le temps requis pour permettre la vente ou liquidation de l'agence;

c. the issue of an agency permit to a trustee in bankruptcy or liquidator or to the testamentary executor or heirs of a deceased holder but only for the time necessary to permit of the sale or liquidation of the agency;

d) la tenue du registre d'employés et son inspection;

d. the manner of keeping the register of employees and its inspection;

e) les occupations ou professions que peut exercer un agent;

e. the occupations or professions that an agent may engage in;

f) la publicité des agences.

f. the advertising of agencies.

Entrée en
vigueur
des règle-
ments.

Les règlements entrent en vigueur à compter de leur publication dans la *Gazette officielle de Québec* ou de la date ultérieure qui y est fixée.

The regulations shall come into force on their publication in the *Quebec Official Gazette* or on such later date as is fixed therein.

Coming
into force
of regula-
tions.

Offences.

12. Est coupable d'une infraction quiconque:

a) agit contrairement à la présente loi ou à un règlement fait en vertu de l'article 11;

b) fait une fausse déclaration dans une demande de permis ou de renouvellement;

c) sans être muni du permis requis, offre d'agir en qualité d'agence ou d'agent, s'annonce comme tel ou en prend le titre ou un titre équivalent;

d) prête, loue ou cède un permis à un tiers;

e) étant muni d'un permis d'agence, ne le tient pas constamment affiché à la vue dans sa principale place d'affaires.

Culpabilité conjointe.

13. 1. Quand une infraction est commise, l'agence et l'agent, directeur, associé, officier, employé ou représentant qui y ont participé, sont coupables de l'infraction au même titre que la personne qui l'a commise.

Présomption.

2. Quand un administrateur, un directeur, officier, associé, employé ou agent d'une agence a été trouvé coupable d'une infraction, l'agence et son représentant en sont présumés coupables.

Suspension ou révocation de permis.

14. Le procureur général a le pouvoir de suspendre ou de révoquer le permis d'une agence ou d'un agent qui

a) a commis une infraction à la présente loi ou aux règlements;

b) a cessé d'avoir les qualités requises pour retenir son permis;

c) a été déclaré coupable d'un acte criminel, ou

d) s'adonne à des occupations ou professions autres que celles qui sont permises par les règlements.

Peines.

15. Toute société, corporation ou association trouvée coupable d'une infraction à la présente loi ou aux règlements, est passible d'une amende de cent à cinq cents dollars pour la première infraction, de ceux cents à cinq cents dollars pour chaque récidive dans les deux ans; toute autre personne trouvée coupable d'une telle infraction est passible d'une amende de cinquante dollars à cent dollars pour la première infraction et de cent à deux

12. Any person commits an offence who:

a. acts contrary to this act or any regulation made under section 11;

b. makes a false statement in an application for a permit or for the renewal thereof;

c. not being the holder of the required permit, offers to act as an agency or agent, advertises himself as such, or assumes the title thereof or an equivalent title;

d. lends, lets or cedes a permit to a third party;

e. being the holder of an agency permit, does not keep it constantly posted up in plain sight at his principal place of business.

13. 1. When an offence is committed, Joint the agency and the agent, manager, officer, partner, employee or representative who participated therein shall be guilty, of the offence to the same extent as the person who committed it.

2. When a director, manager, officer, partner, employee or agent of an agency has been found guilty of an offence, both the agency and its representative shall be presumed guilty thereof. Presumption.

14. The Attorney-General may suspend or cancel the permit of an agency or agent that Suspension, etc., of permit.

a. has committed an offence against this act or the regulations;

b. has ceased to be qualified to hold a permit;

c. has been convicted of a criminal offence, or

d. is engaged in a profession or occupation not permitted by the regulations.

15. Every firm, corporation or association found guilty of an offence under this act or the regulations shall be liable to a fine of one hundred to five hundred dollars for the first offence and two hundred to five hundred dollars for each subsequent offence within two years; any other person found guilty of such an offence shall be liable to a fine of fifty to one hundred dollars for the first offence and one hundred to two hundred dollars

cents dollars pour chaque récidive dans les deux ans.

for each subsequent offence within two years.

Pro-
cédure.

16. Les poursuites en vertu de la présente loi sont intentées par toute personne autorisée par le procureur général, suivant la Loi des convictions sommaires de Québec et la partie II de cette loi s'y applique.

16. Proceedings under this act shall be taken by any person authorized by the Attorney-General, under the Quebec Summary Convictions Act and Part II of that act shall apply thereto.

S. R., c.
49, ab.

17. La Loi concernant les détectives particuliers (Statuts refondus, 1941, chapitre 49) est abrogée.

17. The Act respecting Private Detectives (Revised Statutes, 1941, chapter 49) is repealed.

Permis
délivrés.

Les permis délivrés en vertu de cette loi sont censés délivrés en vertu de la présente loi et il en est de même des cautionnements.

The permits issued under such act shall be deemed to have been issued under this act and the same shall apply to security.

Entrée en
vigueur.

18. L'article 11 de la présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

18. Section 11 of this act shall come into force on the day of its sanction.

Idem.

Les autres dispositions entreront en vigueur à la date qui sera fixée par proclamation du lieutenant-gouverneur en conseil.

The other provisions shall come into force on the date fixed by proclamation of the Lieutenant-Governor in Council.